



Turquie 2050

Fonds souverain turc ; processus d'Ankara ; armes à feu

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

ÉCONOMIE

Le TVF : la version turque du fonds souverain

*Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1014-9

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 : fonds souverain turc ; processus d'Ankara ; armes à feu », *Repères sur la Turquie*, n° 22, Ifri, septembre 2024.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

La Turquie dispose depuis 2016 de son propre fonds souverain, le *Türkiye Varlık Fonu Yönetimi A.Ş.* (TVF), qui fonctionne comme un fonds d'investissement à long terme du gouvernement d'Ankara. Le TVF a investi dans une trentaine d'entreprises nationales, dans différents secteurs, de la banque d'État Halkbank à la compagnie aérienne Turkish Airlines, en passant par l'entreprise énergétique Botaş et Turkcell dans le domaine des télécommunications mobiles.

La structure de gouvernance du TVF est centrée sur le président Recep Tayyip Erdoğan, qui dirige le conseil d'administration et a le dernier mot sur les décisions d'investissement. Ce type de confusion institutionnelle entre l'exécutif politique et le management est assez courant dans les fonds souverains, comme l'illustrent les exemples de Singapour, du Qatar et de l'Arabie saoudite. Mais cette porosité peut également conduire les investisseurs institutionnels, notamment américains, à considérer le TVF avec un œil critique et à s'abstenir d'investir.

Contrairement à la plupart des fonds souverains des pays arabes voisins, le TVF investit depuis sa création exclusivement dans l'économie nationale. Si des fonds souverains comme le Fonds public d'investissement saoudien et la QIA du Qatar sont aussi des instruments de politique étrangère, le TVF acquiert des participations dans des entreprises turques sélectionnées, principalement dans le but de les protéger. La diversité des participations du TVF fait de ce dernier un acteur institutionnel clé dans l'élaboration de la politique économique et commerciale de la Turquie. Les actifs du TVF sont utilisés par le gouvernement comme garantie pour assurer le financement de grands projets d'infrastructure. Alors que l'objectif principal des véritables fonds souverains est de garantir des investissements rentables, la version turque fonctionne donc plutôt comme un outil pour protéger l'économie dans un contexte de crise financière chronique. Il peut obtenir des ressources financières de la part de prêteurs nationaux et étrangers en fournissant des garanties sur les entreprises dans lesquelles il investit. Cette stratégie d'investissement plutôt défensive relègue au second plan les objectifs de rentabilité du fonds.

La Turquie ne peut pas, comme les États du Golfe, compter sur la rente pétrolière ou gazière pour financer son fonds souverain. Alors que le TVF concentre ses investissements sur les entreprises turques, le financement de ces activités se caractérise par un processus d'internationalisation progressive. Au début de l'année 2024, le TVF a placé avec succès sur le marché une première obligation à cinq ans d'un montant total de 500 millions de dollars. L'obligation a été souscrite 14 fois, soulignant l'intérêt marqué des investisseurs étrangers. Des banques telles que l'espagnole BBVA, l'américaine JP Morgan et la britannique Standard Chartered ont joué un rôle de premier plan dans le placement de l'obligation. Cette réussite contraste avec la note B+ (en dessous de la qualité d'investissement) attribuée au TVF par l'agence américaine Fitch Ratings en mars 2024. Fitch classe le TVF comme une « entité liée au gouvernement » de la Turquie et associe donc sa notation à celle de l'État – en progrès.*

DIPLOMATIE

Le processus d'Ankara : la Turquie faiseuse de paix en Afrique ?

Les diplomates turcs n'ont pas chômé cet été. Depuis le début du mois de juillet, deux cycles de négociations entre l'Éthiopie et la Somalie se sont tenus à Ankara. Peu fructueux, ils donneront lieu à une troisième réunion le 17 septembre prochain.

Cette série de rencontres vise à résoudre un démêlé ancien entre deux voisins de la Corne de l'Afrique, ravivé le 1^{er} janvier 2024, lorsque l'Éthiopie et le Somaliland – région séparatiste de la Somalie – ont signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) prévoyant l'acquisition par Addis Abeba d'une partie du port de Berbera, sans l'assentiment de Mogadiscio. Il s'agit d'un défi diplomatique pour la Turquie qui doit trouver un moyen d'accéder à la volonté existentielle de l'Éthiopie d'ouvrir un débouché – commercial, potentiellement aussi militaire – sur la mer Rouge, tout en garantissant l'intégrité territoriale de la Somalie qui détient le littoral le plus long d'Afrique de l'Est.

Le consentement des Éthiopiens et des Somaliens à négocier par l'intermédiaire d'officiels turcs est le résultat d'un activisme continu d'acteurs turcs tant publics que privés dans ces deux pays. Initiés dans le cadre d'une politique d'ouverture à l'échelle du continent lancée en 2003, les efforts se sont concentrés sur la région de la Corne à la suite du premier sommet Turquie-Afrique en 2008. L'implication à partir de 2011 de la Turquie pour lutter contre la famine en Somalie a constitué un tournant majeur dans sa politique africaine et sa reconnaissance comme acteur humanitaire en Afrique.

Si la Turquie est désormais incontournable en Somalie, elle est aussi parvenue à nouer des relations de portée stratégique avec l'Éthiopie, notamment grâce à des réseaux économiques particulièrement actifs. Deuxième investisseur après la Chine, elle y est présente par le biais de 150 entreprises et a vendu des drones à l'État fédéral éthiopien. Soucieuse de préserver ses intérêts diversifiés

dans la région, le rôle de facilitateur des pourparlers est également une opportunité de confirmer son statut de pourvoyeur de paix.

Si ces efforts de médiation n'ont pas toujours de résultat, le volontarisme turc est cependant payant. Lors de la dernière visite d'Hakan Fidan, ministre des Affaires étrangères, au Caire au début du mois d'août, son homologue égyptien a affirmé son soutien au processus d'Ankara. L'Égypte ne semble pas pouvoir se passer de la Turquie pour contrebalancer l'hégémonie de l'Éthiopie dans la région. Le dossier était au menu des discussions lors de la visite historique d'Abel Fattah al-Sissi à Ankara début septembre, dans un contexte de forte instabilité en mer Rouge et au Proche-Orient.

POLITIQUE INTÉRIEURE

« *At, avrat, silah* » : un cheval, une femme, une arme

Main gauche dans la poche et sans équipement (lentille, cache œil ou protection auditive), l'image du tireur turc Yusuf Dikeç, médaillé d'argent lors de l'épreuve olympique de tir à 10 mètres en juillet dernier, est devenue virale sur les réseaux sociaux. Dans un entretien avec des médias turcs, l'athlète de 51 ans, sous-officier retraité de la gendarmerie, a déclaré être un « tireur naturel » (« *Ben doğalm, natürel bir atıcıym* »). Cette déclaration fait écho à un phénomène tant culturel que sociopolitique en Turquie : la circulation massive des armes à feu.

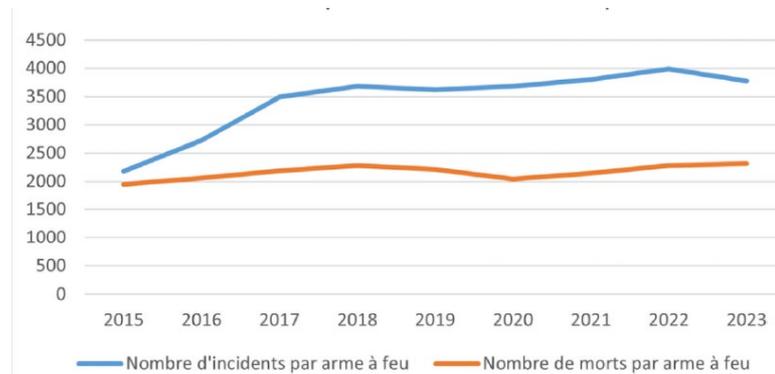
En Turquie, les armes à feu sont aussi répandues que populaires. Dans certaines régions du pays, elles sont régulièrement sorties pour célébrer les fêtes ou les soirs d'élections. Au-delà de ce folklore culturel et festif, les attaques par armes à feu font aussi quasi quotidiennement la une des médias. Les incidents par armes à feu ont augmenté ces dix dernières années, particulièrement depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, lors de laquelle le président Recep Tayyip Erdoğan avait lui-même appelé la population à descendre dans les rues contre les militaires félons. En 2023, la fondation Umut (« espoir » en français), qui milite contre la possession d'armes à feu, a enregistré 3 373 incidents ayant causé la mort de 2 318 individus en Turquie, contre 2 175 incidents en 2015, à l'origine de la mort de 1 951 personnes.

En 2022, l'*Emniyet Genel Müdürlüğü* (Direction générale de la Sûreté) déclarait que 627 765 armes à feu étaient détenues légalement en Turquie. Or 36 millions d'armes à feu seraient en fait présentes, selon les estimations d'Umut, allant du Beretta à la Kalachnikov. Ce qui signifie que moins de 2 % des armes à feu en Turquie seraient détenues avec une licence. Dans une enquête parue en 2023, Medyascope révélait que depuis 2018 le nombre de licences de détention d'armes délivrées (*silah bulundurma ruhsatı* ; autorisation à en détenir une chez soi ou sur son lieu de travail) avait plus que

doublé. La délivrance annuelle de permis de port d'armes (*silah taşıma ruhsatı* ; autorisation à la porter sur soi) a quant à elle quadruplé entre 2018 et 2021. Par ailleurs, les stands de tir (Poligon) sont très répandus en Turquie. Si l'on peut s'y initier ou s'y entraîner au tir, certains clubs proposent aussi des formations de « sécurité et de défense ».

La dégradation de la situation économique du pays pourrait expliquer ces évolutions, car les dettes impayées sont une cause fréquente de règlement de compte par arme à feu. Le niveau de confiance dans les institutions serait un autre paramètre à prendre en compte. Selon le Turkey Trends Survey, un sondage national réalisé par l'université Kadir Has, moins de 50 % des répondants ont confiance en l'institution judiciaire tandis que 44,7 % des répondants pensent que « la justice est politisée en Turquie », en 2021.

Évolution du nombre d'incidents par arme à feu et de morts par arme à feu en Turquie



Source : Umut Vakfi, réalisé par l'auteur.

Pour aller plus loin :

*Ce texte a été rédigé par Dr. Jens Bastian, chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP Berlin).